

Introduction

Nul besoin d'être un spécialiste des relations internationales pour réaliser à quel point la décennie 2010 aura été celle du « retour » de la Russie en Méditerranée. Ainsi, on ne compte plus le nombre d'articles de presse et de revues consacrés à ce thème depuis le début du conflit syrien en 2011 et l'annexion de la Crimée en 2014, comme si, avant ces événements, la puissance russe était restée en retrait d'un espace largement dominé par les États-Unis et leurs alliés¹. Ce « retour » est, qui plus est, constamment associé à l'idée d'une « nouvelle guerre froide » entretenue par une forme de néo-impérialisme russe pétri de nostalgie et de désir de revanche². Les cyberattaques, le délitement de l'*arms control* et l'invasion de l'Ukraine en seraient les principales manifestations, sur fond de crise économique, climatique et migratoire.

S'il n'y a pas lieu de s'étendre ici sur le caractère inadéquat de l'appellation « guerre froide » pour qualifier la période actuelle, la centralité de la Méditerranée dans la stratégie poutinienne de réaffirmation n'en reste pas moins incontestable, même si ce « retour » n'en est pas vraiment un : la présence navale russe dans cette mer a certes subi une réduction drastique à la suite de l'effondrement de l'URSS, mais elle n'a jamais disparu pour autant ; dès 1996, la nomination d'Evgueni Primakov, grand spécialiste du monde arabe, au poste de ministre des Affaires étrangères a été un premier signal du renouveau de la diplomatie russe en Méditerranée, conforté en 1999 par l'annonce de Vladimir Poutine, alors Premier ministre, que son pays avait vocation à entretenir une flotte permanente au-delà des détroits turcs³.

Durant les deux décennies qui ont suivi, la présence navale de la Russie s'est non seulement considérablement accrue, mais les liens de celle-ci avec des pays comme la Syrie, la Libye ou l'Algérie se sont constamment renforcés sous l'effet des crises induites par les printemps arabes de 2011. À Damas, Tripoli ou Alger, le Kremlin soutient les forces conservatrices dans leur lutte contre les opposants de toutes natures, notamment les mouvements en faveur de la démocratisation. Or, pareil engagement témoigne du poids des héritages de la guerre froide dans la définition de la politique étrangère russe et il n'est pas sans rappeler l'âge d'or des années 1960 et 1970, lorsque l'URSS se posait en protectrice des régimes socialistes arabes au nom de la solidarité contre les idées « impérialistes » et leurs représentants américains, israéliens et européens.

1. Pour une analyse claire et documentée de ce retour, voir DELANOË Igor, « Le retour de la Russie en Méditerranée », *Les Cahiers de la Méditerranée*, n° 89, 2014, p. 23-35.

2. « La nouvelle guerre froide », *Le Monde diplomatique – Manière de voir*, n° 159, juin-juillet 2018.

3. LUTTERBECK Derek et ENGELBRECHT Georgij, « The West and Russia in the Mediterranean: Towards a Renewed Rivalry? », *Mediterranean Politics*, vol. 14, n° 3, novembre 2009, p. 393.

Cette réminiscence trouve un écho particulièrement vif en France où, en quelques années, plusieurs groupes de recherche et ateliers de chercheurs se sont constitués pour interroger la signification de ce « retour » russe et répondre à une demande autant sociétale que gouvernementale. La création en 2019 d'un Observatoire Stratégique des Mondes Méditerranéens (OS2M) a par exemple permis de rassembler les efforts des experts français de la stratégie russe, facilitant les échanges entre chercheurs et décideurs politiques et militaires. De même, l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) ou encore la Fondation pour la recherche stratégique ont multiplié les études consacrées à la politique méditerranéenne russe⁴. La plupart des rapports produits ont en commun de souligner la filiation entre la guerre froide et l'époque actuelle en Méditerranée et de mettre en exergue l'importance continue de ce théâtre pour la France, tout comme l'ont fait les historiens.

Parmi ces derniers, Georges-Henri Soutou, dans son ouvrage de synthèse sur *La guerre froide de la France*, explique que, de la fin de la Seconde Guerre mondiale aux années 1980, les préoccupations françaises en matière de relations Est-Ouest se sont orientées dans deux directions : l'Europe d'une part (autour de la question allemande) ; l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et les Balkans d'autre part⁵. Or, si l'engagement de la France sur le front européen de la guerre froide a fait l'objet d'un important renouvellement historiographique ayant mis en évidence la continuité des efforts de Paris en faveur d'un dépassement du rideau de fer et de la logique des blocs⁶, sa dimension méditerranéenne est, quant à elle, demeurée en marge de la recherche historique, si bien qu'il n'existe aujourd'hui aucun récit ni aucune analyse globale de la politique française dans cet espace pourtant fondamental de l'opposition Est-Ouest.

Ce n'est donc pas le moindre des paradoxes que de voir se multiplier les références au théâtre méditerranéen de la guerre froide de la France sans que celui-ci ait été réellement étudié. La raison de cette absence provient principalement du fait que, traditionnellement, ni les organisations internationales ni les structures diplomatiques des États ne reconnaissent la Méditerranée comme un ensemble régional. La France ne fait pas exception à la règle : au Quai d'Orsay, dans la seconde moitié du xx^e siècle, la gestion des affaires méditerranéennes est partagée entre les directions d'Europe et d'Afrique du Nord – Levant, et ce alors que dans le contexte d'opposition multiforme qu'est la guerre froide, la Méditerranée constitue bel et bien une réalité, stratégique en premier lieu.

Il s'agit donc dans cette étude de contribuer au rééquilibrage vers le sud de l'effort historiographique, en portant la focale sur la période 1962-1985, dont les bornes correspondent à des évolutions majeures tant au niveau de la politique méditerranéenne

4. Voir par exemple FACON Isabelle, TOURRET Vincent et GROS Philippe, « L'empreinte militaire russe en Méditerranée orientale à l'horizon 2035 », Fondation pour la recherche stratégique, juillet 2020 ; ADAMSKY Dmitry, « La campagne syrienne de Moscou : évolution de l'art stratégique russe », notes de l'IFRI, Russie.Nei.Visions, n° 109, juillet 2019.

5. SOUTOU Georges-Henri, *La guerre froide de la France, 1941-1990*, Paris, Tallandier, 2018, p. 162-168.

6. RAFLIK-GRENOUILLEAU, Jenny, *La IV^e République et l'Alliance atlantique. Influence et dépendance (1945-1958)*, Rennes, PUR, 2013 ; GOMART Thomas, *Double détente. Les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003 ; BADALASSI Nicolas, *En finir avec la guerre froide. La France, l'Europe et le processus d'Helsinki, 1965-1975*, Rennes, PUR, 2014 ; BOUILLON Pierre, *Le prix de la détente ? La politique française en Hongrie et en Roumanie (1968-1977)*, Rennes, PUR, 2016 ; PARISI Ilaria, *La France et la crise des euromissiles, 1977-1987*, thèse de doctorat soutenue le 25 novembre 2017 à l'université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 ; Bozo Frédéric, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Paris, Odile Jacob, 2005.

française que du déroulement de la guerre froide. L'année 1962 voit l'Algérie acquérir son indépendance, mais elle constitue aussi un tournant dans le conflit Est-Ouest en raison de la crise des missiles de Cuba et de l'entrée progressive dans la détente. Une logique similaire d'échec français en Méditerranée et d'apaisement des relations internationales se produit au milieu des années 1980, avec la fin de l'intervention franco-italo-américaine au Liban, suivie de peu par l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev.

De la domination coloniale à la guerre froide : la Méditerranée, un concept subjectif en permanente évolution

« La Méditerranée traverse la France comme la Seine traverse Paris ». Ce slogan populaire des années 1950, censé justifier la présence française en Algérie, en dit long sur la « vocation méditerranéenne » de la France telle qu'elle a été déconstruite par Henry Laurens et d'autres chercheurs à sa suite⁷ : l'histoire contemporaine de la politique française en Méditerranée est d'abord une histoire de la domination coloniale et de la décolonisation. D'ailleurs, la conception même que les Français se font de la Méditerranée depuis l'époque moderne explique pourquoi l'indépendance de l'Algérie en 1962 constitue une borne chronologique largement dominante dans l'historiographie francophone.

En effet, comme dans la plupart des langues latines et en anglais, la *Mar Thalassa* de Strabon ou *Mare Nostrum* des Romains ne devient « Méditerranée » dans la langue française qu'au cours du XVII^e siècle, lorsque s'impose l'idée que cette mer « au milieu des terres » sépare trois entités bien distinctes, à savoir l'Europe méridionale (France, Espagne, Italie), la « Barbarie » (le Maghreb, jusqu'à la Libye) et le Levant (de l'Égypte aux Balkans). Au XVIII^e siècle, la conception purement géographique et maritime de la Méditerranée prend peu à peu une « consistance imaginaire » fondée sur la notion de civilisation chère à Fernand Braudel⁸. La France des Lumières forge et idéalise l'image d'un « sud » qui préside par la suite à l'expédition de Bonaparte en Égypte puis aux processus de colonisation. L'objectif civilisationnel consiste alors en un projet de modernisation des sociétés arabes et musulmanes qui, sous l'influence des saint-simoniens, séduit une partie des élites locales, notamment en Égypte. Celle-ci apparaît comme le principal réceptacle des idées réformistes et politiques européennes en même temps qu'elle voit se développer, avec la Syrie, les premières formes de nationalisme arabe⁹. De ce dilemme entre modernisme exogène et idéologie endogène, le canal de Suez devient rapidement l'emblème. Avec la construction de ce dernier dans les années 1860, la Méditerranée incarne l'espace de déploiement par excellence de l'impérialisme moderne : les colonisateurs européens de l'Afrique et de l'Asie empruntent les routes maritimes d'un bassin qui acquiert une valeur hautement stratégique.

La décolonisation aurait donc pu signifier la disparition d'une vision française idéalisée et civilisationnelle de la Méditerranée mise au service d'un objectif politique. C'est en réalité loin d'être le cas. Parce que les représentations du monde affichées par

7. LAURENS Henry, « Regard de H. Laurens sur le Moyen-Orient », *Moyen-Orient*, n° 2, octobre-novembre 2009.

8. BRAUDEL Fernand, *La Méditerranée et le Monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1949 ; *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV^e et XVIII^e siècles)*, 3 tomes, Paris, Armand Colin, 1967-1979.

9. LAURENS Henry, *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, Paris, Armand Colin, rééd. 2015, p. 92-124.

les dirigeants et diplomates de la V^e République se fondent sur une culture classique souvent teintée d'une excellente connaissance des religions du Livre, elles permettent de forger une conception de la Méditerranée qui, élargie et progressivement émancipée des logiques coloniales (François Mitterrand finira par reconnaître que son attachement à l'Algérie française était sa « seule faute¹⁰ »), n'en est pas moins péremptoire. Les quatre présidents de la République qui se succèdent entre les années 1960 et 1980 considèrent ainsi qu'en raison du « prolongement méditerranéen et africain » que l'histoire et la géographie lui ont assigné¹¹, la France est dépositaire d'une certaine identité méditerranéenne qui ne se limite pas à la seule latinité mais dont celle-ci constitue à la fois le soubassement et la légitimation. Concrètement, cela signifie qu'à partir des années 1960, la Méditerranée ne se résume plus, pour les Français, à l'Afrique du Nord et au Levant, mais que leur schéma de représentation épouse désormais la géographie physique du bassin.

La guerre froide joue un rôle fondamental dans cette évolution conceptuelle. En effet, si, jusqu'au tournant des décennies 1950 et 1960, la politique méditerranéenne de la France est guidée par le souci de préserver les possessions nord-africaines, un autre paradigme impérial émerge alors en Occident sous l'effet de l'opposition Est-Ouest et, une fois achevé le processus d'émancipation des pays arabes, finit par prendre le dessus sur celui des vieilles puissances coloniales. Forcée par les Administrations Roosevelt puis Truman, cette conception se fonde sur la tradition réaliste américaine héritée des Pères fondateurs : la Méditerranée est, avant toutes choses, une mer, c'est-à-dire un espace traditionnellement dévolu aux échanges commerciaux, en l'occurrence, ici, entre l'Europe et le reste du monde ; elle doit, à ce titre, être protégée contre toute atteinte au libéralisme économique. Cette logique est à l'origine même de l'US Navy, développée pendant la guerre de Libye de 1801-1805, durant laquelle les États-Unis intervinrent contre les corsaires ottomans qui attaquaient les navires marchands européens et américains. La guerre froide porte à son paroxysme cette vision militaire de la Méditerranée, pensée à Washington comme la pièce maîtresse du système de défense de l'Europe occidentale et méridionale face à l'adversaire numéro un du capitalisme, l'URSS¹².

Les événements de la fin de la Seconde Guerre mondiale sont pour beaucoup dans cette réactualisation des considérations originelles américaines. Ainsi, la Méditerranée est le théâtre des premiers désaccords entre alliés anglo-saxons et soviétiques – au moment des négociations de l'armistice avec l'Italie en août 1943, à laquelle l'URSS n'est pas associée – puis des premières crises de la guerre froide ; dans l'Adriatique d'abord, lorsque les Américains, en obligeant les partisans titistes à évacuer Trieste, provoquent la colère de Staline, puis en Grèce et en Turquie : la guerre civile qui oppose communistes et monarchistes grecs entre 1946 et 1949 et la crise provoquée à l'été 1946 par l'exigence de Staline sur les détroits turcs et les provinces de Kars et d'Ardahan, aux confins de l'Arménie et de la Géorgie soviétiques, conduisent Harry

10. DUMAS Roland, *Coups et blessures, 50 ans de secrets partagés avec François Mitterrand*, Paris, Le Cherche-Midi, 2011, p. 68.

11. La formule est de Georges Pompidou. CHÉRIGUI Hayète, *La politique méditerranéenne de la France. Entre diplomatie collective et leadership*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 49.

12. DI NOLFO Ennio, « The Cold War and the transformation of the Mediterranean, 1960-1975 », in Melvyn P. LEFFLER et Odd Arne WESTAD (dir.), *The Cambridge History of the Cold War*, vol. II, *Crises and Détente, 1962-1975*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 238-257

Truman à édicter la doctrine du *containment* et à maintenir une flotte de guerre permanente en Méditerranée.

L'image américaine d'un bassin méditerranéen pilier de la sécurité européenne est par ailleurs renforcée dans le cadre du plan Marshall : ses concepteurs estiment que la reconstruction économique de l'Europe doit s'appuyer sur le pétrole du Moyen-Orient, livré au Vieux continent par des pétroliers qui transitent par le canal de Suez ou le détroit de Gibraltar¹³. La mer est donc pensée à Washington comme un tout stratégique qui doit être préservé de l'influence soviétique. La nucléarisation de ce qui devient la VI^e Flotte des États-Unis incarne cette conception unitaire : la Méditerranée est « une mer trop petite pour que les armements modernes en distinguent les bassins¹⁴ ».

La France est partie prenante de cette vision dès les premières années de la guerre froide : en dépit des craintes liées à l'hégémonie anglo-saxonne, le gouvernement d'Edgar Faure endosse en février 1952 la décision de l'OTAN de faire de la VI^e Flotte, dont le Quartier général est établi dans la rade de Villefranche, le cœur des « forces navales de frappe et de soutien de l'OTAN en Europe du Sud¹⁵ ». Cependant, jusqu'au début des années 1960, les Français font cohabiter ce schéma de pensée avec leur conception traditionnelle de la domination impériale, ce dont témoignent la crise de Suez et la guerre d'Algérie, présentées par les historiens à la fois comme des moments paroxysmiques de l'opposition franco-soviétique en Méditerranée et des remises en question du colonialisme¹⁶.

La disparition de l'empire colonial rompt cet équilibre et entraîne un changement d'échelle et de perspective ; la Méditerranée devient la marge méridionale du territoire métropolitain en même temps qu'elle reste un centre de la guerre froide où se télescopent trois mécanismes historiques : l'intégration européenne, le nationalisme arabe et le tiers-mondisme. La diplomatie gaullienne n'a alors pas d'autre choix que de se positionner par rapport à la vision dominante et globalisante des Américains (et donc de l'OTAN), mais aussi en fonction des perceptions qu'ont les autres acteurs de la région. La décennie 1960 voit en l'occurrence émerger au Maghreb, au Proche-Orient et dans les Balkans le projet d'une « Méditerranée aux Méditerranéens » qui se veut la transposition régionale des thèses non-alignées, voire qui fait de celles-ci la composante politique majeure d'une identité méditerranéenne fondée sur un héritage civilisationnel commun. L'essor de cette troisième voie n'a rien d'anodin : il tient au fait que ces années correspondent au grand retour des Soviétiques en Méditerranée, eux aussi dépositaires d'une perception historique du bassin.

En effet, comme le prouve la crise des détroits, les dirigeants et idéologues du Kremlin considèrent que la mer Noire et la Méditerranée forment un ensemble unique au sein duquel leur pays a toute sa place. Ils s'inscrivent en cela dans la continuité

13. LAURENS Henry, « La révolution de l'or noir », *L'Histoire*, n° 354, juin 2010, p. 42-49.

14. BUIS Georges, « Forces, armements et sécurité en Méditerranée », *Politique étrangère*, 4, Paris, 1978, p. 403.

15. SALERNO Reynolds M., « Global Independence versus Regional Interdependence: France and Italy in the Mediterranean since 1945 » in John B. HATTENDORF (dir.), *Naval Policy and Strategy in the Mediterranean. Past, Present and Future*, Londres/Portland, Frank Cass, 2000, p. 196-225.

16. VAISSÉ Maurice (dir.), *La France et l'opération de Suez de 1956*, Paris, Addim, 1997 ; SOUTOU Georges-Henri, « Les objectifs politico-stratégiques des responsables français au lendemain de l'opération de Suez : Algérie française ou défense de l'Occident ? », *Revue d'histoire diplomatique*, 2015/2 ; OBITCHKINA Evgeniya, « L'URSS et la décolonisation de l'Algérie et de l'Afrique Noire sous de Gaulle », in Maurice VAISSÉ (dir.), *De Gaulle et la Russie*, Paris, CNRS Éditions, 2006, p. 141-150 ; BISMUTH Hervé et TAUBERT Fritz (dir.), *La Guerre d'Algérie et le monde communiste*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2014.

de la Russie impériale qui, depuis la *Rus'* de Kiev, entendait contrôler la « route des Varègues aux Grecs », autrement dit les voies maritimes et fluviales reliant la Baltique à la mer Égée¹⁷. Entre le xvi^e et le xx^e siècle, les Russes livrèrent plus d'une douzaine de guerres à l'Empire ottoman et aux Tatars de Crimée, au nom d'un héritage byzantin et orthodoxe dont ils se voulaient les héritiers et qui devaient justifier leur accès à Constantinople. Certes la composante chrétienne n'est plus formellement mise en avant par l'URSS – bien que la « Grande guerre patriotique » y ait permis un renouveau des pratiques religieuses – mais, dans les années 1960 et 1970 surtout, les responsables de la propagande que sont Mikhaïl Souslov et Boris Ponomarev n'hésitent pas à mobiliser la tradition multiséculaire russe d'accès à la principale des mers chaudes pour démontrer le bien-fondé des prétentions soviétiques au-delà des détroits turcs et, au passage, dénigrer celles des États-Unis. Outre le souci de consolider la sécurité des marges méridionales de l'URSS, l'essor du socialisme arabe et la solidarité qu'il requiert envers ses partisans égyptiens, algériens ou syriens, de même que le développement de partis communistes particulièrement puissants en Europe du sud (comme en Italie ou en France), ajoutent à l'héritage culturel russe l'élément politique nécessaire à la légitimation idéologique de la présence soviétique en Méditerranée. L'impression que le communisme ne fait que prendre le relais du messianisme orthodoxe panslave n'en est que plus forte : Moscou reste la « Quatrième Rome¹⁸ ».

La Méditerranée, porte d'entrée de la « guerre froide globale » de la France

L'approche française de la guerre froide sur le flanc sud après 1962 doit donc être lue au prisme de la confrontation des schémas défendus par les deux Grands et les non-alignés. Cette approche se fonde sur un savant équilibre entre le tout stratégique américain et la référence à un idéal méditerranéen dont il est hors de question de laisser le monopole aux Soviétiques ou aux autres pays du bassin. L'un des grands enjeux de la politique extérieure de Paris pendant le quart de siècle qui suit la fin de la guerre d'Algérie est de parvenir à maintenir cet équilibre sur le long terme. En découle un dilemme : comment s'approprier la conception otomanne de la Méditerranée sans donner l'impression d'un alignement sur la pensée américaine ? À l'inverse, comment redéfinir le rapport français à la Méditerranée sans compromettre une solidarité transatlantique essentielle à la sécurité de la façade méridionale de l'Europe ?

Ce questionnement n'est pas sans rappeler celui que les historiens ont mis en lumière à propos de la politique Est-Ouest de la France en Europe, fondé sur l'alternative entre indépendance nationale et solidarité occidentale¹⁹. Dans ce cas, ne doit-on pas voir dans la politique française de guerre froide en Méditerranée une déclinaison méridionale de cette logique gaullienne qui oscille entre dépassement des blocs et engagement à l'Ouest ? La France serait certes l'Occident, mais un Occident différent ?

17. LIMONIER Kévin « La Russie et la mer Noire : entre récit géopolitique et mythe identitaire », *Questions internationales*, n° 72, mars-avril 2015, p. 39-49.

18. FACON Isabelle, *Russie, les chemins de la puissance*, Perpignan, Artèges, 2010, p. 15-57.

19. BOZO Frédéric, « Before the Wall: French Diplomacy and the Last Decade of the Cold War, 1979-89 », in Olav NJØLSTAD (dir.), *The Last Decade of the Cold War. From Conflict Escalation to Conflict Transformation*, New York, Frank Cass, 2004, p. 288-316.

Cette problématique centrale est d'autant plus difficile à traiter dans le contexte méditerranéen qu'être une « puissance occidentale » n'y signifie pas seulement se démarquer de l'Est communiste ; cela implique aussi une différenciation par rapport à l'Orient et, par extension, au Sud en voie de développement.

De fait, étant donné la situation géographique du bassin, au carrefour des enjeux européens, proche-orientaux et africains, poser cette question revient à interroger rien de moins que le degré d'insertion de la France dans le schéma de « *Global Cold War* » tel qu'il a été conceptualisé depuis les années 2000 par la « nouvelle histoire de la guerre froide » pour désigner à la fois la dimension mondiale de la compétition soviéto-américaine et la multiplicité des acteurs et des espaces de la guerre froide, mais aussi la nécessité de dépasser la lecture eurocentrée de ce conflit hors normes. Parmi ses principaux représentants, Odd Arne Westad, Lorenz Lüthi, Sarah B. Snyder ou Vladislav Zubok ont analysé avec brio les mécanismes d'interdépendance Est-Ouest et Nord-Sud qui font qu'aucun espace de la surface de la Terre n'a été épargné par l'affrontement entre les deux grands modèles communiste et capitaliste, qu'aucune problématique internationale, aucun conflit de la seconde moitié du xx^e siècle ne s'est développé sur la planète sans que la dimension de guerre froide n'influe d'une façon ou d'une autre sur son déroulement²⁰.

Non seulement la Méditerranée n'échappe pas à la règle mais elle constitue l'espace de déploiement par excellence de ces logiques globales : elle est, pour reprendre l'expression braudélienne du géographe Olivier Dollfus, un « espace-monde²¹ » de la guerre froide, une interface entre un Nord figé par le face-à-face des blocs et un Sud instable et traversé par les guerres – à commencer par celles du Proche-Orient (guerre des Six Jours en 1967, du Kippour en 1973, du Liban de 1975 à 1990). Cette position d'entre-deux Est-Ouest et Nord-Sud justifie le succès du non-alignement méditerranéen et le rayonnement de certains de ses adeptes à l'échelle planétaire – Yougoslavie, Égypte, Algérie –, de même qu'elle explique en partie la complexité et l'hybridité de certaines situations géopolitiques du bassin, à mi-chemin entre guerre et paix, comme à Chypre à partir de 1964 ou le long du canal de Suez en 1969-1970. Le résultat en est que chaque grande crise internationale qui se déroule en Europe – comme la répression du printemps de Prague et la crise des euromissiles – a forcément des répercussions sur les marges méridionales du continent et que, *a contrario*, l'implication des deux grands dans l'hyper conflictualité méditerranéenne et dans la course aux clientèles locales influe sur le centre européen de la guerre froide, si bien qu'avant même que l'expression ne connaisse un engouement dans les années 1990 on a déjà affaire à de véritables logiques sécuritaires et coopératives « euro-méditerranéennes²² ».

Dans cet « espace-monde » méditerranéen où la présence britannique se réduit comme peau de chagrin dans les années 1960 – Chypre devient indépendante en 1960

20. WESTAD Odd Arne, *La Guerre froide globale. Le Tiers Monde, les États-Unis et l'URSS, 1945-1991*, Paris, Payot, 2007 ; WESTAD Odd Arne *Histoire mondiale de la guerre froide, 1890-1991*, Paris, Perrin, 2019 ; LÜTHI Lorenz (dir.), *The Regional Cold Wars in Europe, East Asia, and the Middle East. Crucial Periods and Turning Points*, Woodrow Wilson Center Press/Stanford University Press, 2015 ; SNYDER Sarah B., *From Selma to Moscow: How Human Rights Activists Transformed U. S. Foreign Policy*, New York, Columbia University Press, 2018 ; ZUBOK Vladislav M., *A Failed Empire: The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007.

21. DOLLFUS Olivier, *L'Espace Monde*, Paris, Economica, 1994.

22. L'expression, consacrée lors du lancement du processus de Barcelone en 1995, est principalement utilisée pour qualifier les relations entre l'Union européenne et le reste du bassin méditerranéen.

et Malte en 1964 – la France est le seul membre occidental du Conseil de sécurité de l'ONU et disposant de la force nucléaire dont le territoire métropolitain est riverain de la Grande Bleue. Ce dernier point est d'autant plus important qu'au début des années 1970 la composante navale et amphibie de sa force de frappe devient opérationnelle et, peu à peu, s'impose comme le fer de lance de la dissuasion tricolore. Avec l'essor fulgurant de l'*Eskadra* soviétique à partir de 1965, l'espace maritime méditerranéen fait figure, avec l'Allemagne et Berlin, de principal point de contact entre troupes françaises et soviétiques dans la proximité immédiate de l'Hexagone. Mieux, les intérêts et les acteurs des deux pays s'y entremêlent plus facilement que sur le continent, si bien que l'argument, souvent brandi par les contempteurs de la politique de « détente, entente, coopération », selon lequel la facilité de Paris à discuter avec Moscou serait due à son éloignement du rideau de fer, ne tient pas ici²³ : l'« espace-monde » méditerranéen constitue à la fois la porte d'entrée et le centre de la « guerre froide globale » de la France.

Mais les acteurs de la décision française en sont-ils au moins conscients ? Jusqu'à quel point parviennent-ils ou souhaitent-ils définir une politique globale à partir d'une diversité de situations locales ? L'objectif gaullien de dépassement des blocs ne vise-t-il pas justement à empêcher l'URSS et les États-Unis de tout considérer sous l'angle de leur opposition globale et à les convaincre de privilégier les spécificités régionales ? De même, comment la France gère-t-elle sa relation avec un mouvement des non-alignés méditerranéens à vocation universelle ?

En d'autres termes, une analyse de la politique française de guerre froide en Méditerranée sous l'angle de la *Global Cold War* est-elle possible ?

Un nécessaire décloisonnement historiographique

Jusqu'à maintenant, dès lors qu'il s'est agi d'analyser le rapport de la France aux enjeux Est-Ouest de la périphérie méridionale de l'Europe, les historiens des relations internationales ont soit privilégié la période antérieure à 1962 en laissant entendre qu'après Suez et les accords d'Évian les Français étaient des acteurs secondaires de la guerre froide dans le bassin²⁴, soit ont eu tendance à proposer des lectures géographiquement compartimentées et ne tenant compte qu'à la marge du contexte Est-Ouest, ce qui a conforté l'idée que Paris pesait beaucoup moins dans le jeu bipolaire régional après les années 1956-1962.

Les apports de ces travaux n'en restent pas moins fondamentaux. C'est le cas d'abord en ce qui concerne les relations de la France avec les pays des rives méridionale et orientale de la Méditerranée. Avec la déclassification progressive des archives des présidences de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing et Mitterrand dans les années 1990 et 2000 et sous l'effet des tournants diplomatico-stratégiques qu'ont été la guerre du Golfe, les accords d'Oslo, la naissance du partenariat euro-méditerranéen, la « guerre contre le terrorisme » et la crise irakienne, l'historiographie a cherché à remettre en perspective l'évolution de la politique arabe de la V^e République.

23. Cette critique est clairement exprimée par les chanceliers Erhard et Kiesinger en 1966 et 1967. SCHOENBORN Benedikt, *La mésentente apprivoisée. De Gaulle et les Allemands, 1963-1969*, Paris, PUF, 2007, p. 379.

24. DI NOLFO Ennio, « The Cold War and the transformation of the Mediterranean », art. cité, p. 238-257.

En a résulté une série d'ouvrages retraçant l'histoire des liens bilatéraux développés par Paris avec les principaux acteurs d'Afrique du Nord et du Levant. Ces travaux, arguant de la continuité des logiques à l'œuvre depuis la fin des années 1960, dissèquent les discussions diplomatiques, les affinités et animosités politiques, les réseaux officiels et officieux, les mécanismes de ventes d'armes ainsi que les engagements militaires²⁵. Le Proche-Orient y est surreprésenté par rapport à un Maghreb où l'empreinte de la période coloniale – et de la guerre d'Algérie en particulier – a empêché tout rapprochement durable et solide²⁶. La prégnance de la question israélo-arabe puis israélo-paléstinienne montre combien le rééquilibrage opéré par de Gaulle en 1967, au détriment de l'État hébreu, a structuré pour longtemps la politique de la France dans la région, donnant lieu à de houleux débats historiographiques sur les fondements et les conséquences de la décision du Général de mettre un terme à la relation fusionnelle avec Israël²⁷. Ce n'est d'ailleurs que lorsqu'il s'agit de traiter du conflit israélo-arabe que la dimension de guerre froide transparaît, bien que les travaux mettant à l'honneur les interactions françaises avec les deux Grands sur ce problème soient peu nombreux et concentrés sur la période décisive qui s'étend de la guerre des Six Jours au lendemain de la guerre d'octobre 1973²⁸. Ainsi, en dépit de l'importance stratégique que Paris et Moscou confèrent au Proche-Orient et malgré leur volonté partagée d'en faire, dès 1966, un thème clé de la détente Est-Ouest, le dialogue franco-soviétique sur cette question reste quasiment inexploré.

Le même constat peut être fait à propos de la politique française de guerre froide en Europe méridionale : très peu de chercheurs se sont intéressés à ces enjeux, alors même que la péninsule ibérique, l'Italie et les Balkans ont été au cœur des logiques Est-Ouest, notamment dans les années 1970, avec la Révolution des œillets, la fin des dictatures grecque et espagnole, l'essor de l'eurocommunisme italien et l'intervention turque à Chypre. Seuls les rapports franco-grecs et franco-italiens tirent quelque peu leur épingle du jeu, avec des études de premier plan qui ont veillé à replacer ces relations

25. FRÉMEAUX Jacques, *Le Monde arabe et la sécurité de la France (1958-1991)*, Paris, PUF, 1995 ; DALLE Ignace, *La V^e République et le monde arabe. Le désenchantement*, Paris, Fayard, 2014 ; FEUERSTOSS Isabelle, *La Syrie et la France. Enjeux géopolitiques et diplomatiques*, Paris, L'Harmattan, 2013 ; FILIU Jean-Pierre, *Mitterrand et la Palestine : l'ami d'Israël qui sauva par trois fois Yasser Arafat*, Paris, Fayard, 2005 ; MALSAGNE Stéphane, *Sous l'œil de la diplomatie française. Le Liban de 1946 à 1990*, Paris, Geuthner, 2017 ; NOUZILLE Vincent, *Histoires secrètes : France-Israël (1948-2018)*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2018 ; FRÉMEAUX Jacques, « La France et les exportations d'armements au Proche-Orient de la fin de la guerre d'Algérie à la première guerre du Golfe », *Revue historique des armées*, n° 246, 2007, p. 110-119. Voir également les chapitres consacrés aux relations de la France avec le monde arabe et Israël dans les deux ouvrages de Maurice Vaïsse : *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle*, Paris, Fayard, 1998 ; *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
26. BYRNE Jeffrey James, « Négociation perpétuelle : de Gaulle et le FLN 1961-1968 », in Maurice VAÏSSE (dir.), *De Gaulle et l'Algérie, 1943-1969*, Paris, Armand Colin/ministère de la Défense, 2012, p. 299-312.
27. HEIMANN Gadi, « From "Irresponsible" to "Immoral": The Shifts in de Gaulle's Perception of Israel and the Jews », *Journal of Contemporary History*, 46/4, 2011, p. 906-907 ; BARNAVI Elie, « De Gaulle et Israël : la guerre des Six Jours et après », in Institut Charles-de-Gaulle, *De Gaulle en son siècle*, vol. 6, *Liberté et dignité des peuples*, Paris, Plon, 1992, p. 417-429 ; LAURENS Henry, « Charles de Gaulle et le conflit israélo-arabe, 1967-1969 », in Jean-Paul BLEDE (dir.), *Le Général de Gaulle et le monde arabe*, Beyrouth, éditions Dar An-Nahar, 2009, p. 238-256.
28. LAURENS Henry, « La diplomatie française dans le conflit israélo-arabe (1967-1970) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 96, 2009/4, p. 3-11 ; COPPOLANI Antoine, « La France et les États-Unis dans les négociations quadripartites sur le Moyen-Orient (1969-1971) », in Pierre MÉLANDRI et Serge RICARD (dir.), *Les relations franco-américaines au X^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 193-207 ; MÖCKLI Daniel, *European Foreign Policy during the Cold War. Heath, Brandt and Pompidou and the Dream of Political Unity*, Londres/New York, I. B. Tauris, 2008 ; GFELLER Aurélie, « A European Voice in the Arab World: France, the Superpowers and the Middle East, 1970-1974 », *Cold War History* 11/4, novembre 2011, p. 659-676.

bilatérales dans le contexte bipolaire, la Grèce faisant partie des rares pays de l'OTAN à être frontaliers du bloc soviétique et l'Italie étant voisine de la Yougoslavie²⁹. Rome et Athènes y apparaissent à la fois comme partenaires et réceptacles de la politique Est-Ouest de la France, que cela soit de manière bilatérale ou dans les cadres multilatéraux que sont la Communauté européenne et l'Alliance atlantique.

Précisément, le poids de l'OTAN dans la défense de l'Europe et la place de la Méditerranée dans le système atlantique de sécurité font que c'est du côté des spécialistes des relations transatlantiques et des historiens du militaire qu'il faut se tourner pour bénéficier des analyses les plus avancées sur la stratégie française à l'égard du flanc sud. En France comme ailleurs, l'armée est le corps qui, plus que tout autre, a su considérer la nature unificatrice de la mer Méditerranée. Frédéric Bozo, Pierre Mélandri, Diego Ruiz Palmer et Reynolds Salerno ont ainsi montré à quel point les questions navales étaient au cœur des débats franco-américains sur la défense du Vieux continent, y compris et surtout après la fin de la guerre d'Algérie³⁰. Mieux, elles sont devenues l'un des principaux champs de coopération entre Paris et Washington après le retrait du commandement intégré en 1966, si bien qu'au cours des décennies qui suivent, la relation bilatérale entre les deux capitales est déterminante dans l'évolution de la stratégie occidentale de guerre froide à l'est comme à l'ouest de la Sicile.

Au total, tout comme la Méditerranée est au carrefour de trois continents, la politique française de guerre froide dans cet espace se situe au confluent de trois tendances historiographiques : *Global Cold War*, histoire de la sécurité et de la coopération en Europe, histoire de la politique arabe de la France. Ce sont ces approches que l'on propose ici de décompartmenter. Grâce à l'articulation des problématiques Est-Ouest et Nord-Sud, ce croisement peut poser les fondements d'une histoire multiscalaire de la guerre froide de la France à partir de son environnement méditerranéen et ainsi permettre d'assembler les pièces de ce qui semble être un vaste puzzle.

Le décloisonnement des concepts et des questionnements passe notamment par l'extension à l'espace méditerranéen de l'un des principaux chantiers menés par les historiens des relations internationales en Europe, à savoir la mise en exergue des processus diplomatiques et transnationaux ayant conduit à la détente puis au dépassement du rideau de fer. Il s'agit ainsi de voir de quelle manière les acteurs de la décision française parviennent à mobiliser les outils de la sécurité et de la coopération

29. PLASSMANN Lorenz, *Comme dans une nuit de Pâques? Les relations franco-grecques de 1944 à 1981*, Bruxelles, P. I. E Peter Lang, 2012; VAÏSSE Maurice, « France and the Greek Colonels », in Antonis KLAPIS, Constantine ARVANITOPOULOS, Evanthis HATZIVASSILIOU et Effie G. H. PEDALIU (dir.), *The Greek Junta and the International System: A Case Study of Southern European Dictatorships, 1967-1974*, Londres, Routledge, 2020; MIGANI Guida, « Rediscovering the Mediterranean: First Tests of Coordination among the Nine », in Elena CALANDRI, Daniele CAVIGLIA et Antonio VARSORI (dir.), *Détente in Cold War Europe. Politics and Diplomacy in the Mediterranean and the Middle East*, Londres/New York, I. B. Tauris, 2016, p. 49-60; HEURTEBIZE Frédéric, « L'attitude du président Giscard d'Estaing face à l'eurocommunisme, 1974-1981 », *Revue d'histoire diplomatique*, 2013/1, p. 69-84; DARNIS Jean-Pierre, « L'évolution de la relation franco-italienne à travers les sommets bilatéraux de 1981 à 2011 », *Cahiers de la Méditerranée*, 88, 2014, p. 215-234.

30. BOZO Frédéric, *Deux stratégies pour l'Europe : de Gaulle, les États-Unis et l'Alliance atlantique (1958-1969)*, Paris, Plon, 1996; MÉLANDRI Pierre, « La France et l'Alliance atlantique sous Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing », in Frédéric BOZO, Pierre MÉLANDRI et Maurice VAÏSSE (dir.), *La France et l'OTAN*, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 519-558; RUIZ-PALMER Diego A., « La coopération militaire entre la France et ses alliés, 1966-1991 : entre le poids de l'héritage et les défis de l'après-guerre froide », in Frédéric BOZO, Pierre MÉLANDRI et Maurice VAÏSSE, *La France et l'OTAN, op. cit.*, p. 588-589; SALERNO Reynolds M., « Global Independence versus Regional Interdependence », art. cité, p. 196-225.

européennes pour canaliser les relations de l'URSS avec les pays méditerranéens sur le modèle de ce que pratique la diplomatie gaullienne et post-gaullienne vis-à-vis des rapports germano-soviétiques à partir du milieu des années 1960. De même que les historiens de la politique paneuropéenne et atlantique de la France ont joué un rôle fondamental dans notre compréhension de ses objectifs de guerre froide sur le Vieux continent³¹, l'application de leur grille de lecture au triangle Paris-Moscou-monde méditerranéen doit permettre de déterminer la capacité française à empêcher ses alliés ou clients méridionaux de trop regarder vers l'URSS, à freiner les multiples tentatives de neutralisation du bassin, mais aussi à faire de celui-ci un enjeu du dialogue franco-soviétique.

Pareille approche ouvre la voie à une autre interprétation des relations de la France avec les pays arabes, surtout si l'on resitue ces derniers dans le mouvement des non-alignés, dont la principale caractéristique est précisément de se positionner par rapport à l'état de guerre froide. Le concept de non-alignement, tout comme ceux de neutralisme et de neutralité, a fait, ces dernières années, l'objet d'un important renouveau historiographique, tant dans le cadre de la *Global Cold War* que dans celui de l'histoire de la guerre froide européenne³². Confrontées aux analyses du modèle gaullien de sécurité, les conclusions de ces travaux peuvent éclairer les paradoxes d'une posture française qui tend à se poser à la fois en chantre du dépassement des blocs et en championne de la cause arabe, mais aussi en actrice de premier plan de la défense du flanc sud.

L'extension à la Méditerranée du paradigme paneuropéen ne va cependant pas sans soulever une question qui, depuis les années 1990, revient régulièrement sur le devant de la scène : le modèle de sécurité coopérative – selon lequel la coopération polymorphe, multilatérale et permanente contribue à gommer les divergences politiques et réduit les risques de conflit – prôné par la diplomatie française en Europe et qui a contribué à la démocratisation du bloc soviétique est-il applicable au bassin méditerranéen³³? Alors que, dès la fin de la décennie 1960, la construction de ce schéma rythme les relations internationales en Europe, jusqu'à connaître un premier apogée en 1975 avec la signature de l'Acte final d'Helsinki, et que la France y joue les premiers rôles, il conviendra de voir dans quelle mesure et sous quelle forme cet idéal de coopération est également pensé à Paris à l'échelle élargie de la *Mare Nostrum*.

Cela doit aller de pair avec une analyse de la perception française du versant militaire de la sécurité, celui de la présence armée et des fournitures d'armes, au cœur de l'un des débats les plus vifs de l'historiographie de la *Global Cold War* et dont la teneur se résume en deux questions³⁴ : en quoi la coopération militaire et les exportations d'armements permettent-elles à une puissance du Nord d'influencer la politique

31. REY Marie-Pierre, *La Tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991 ; Bozo Frédéric, *Deux stratégies pour l'Europe*, op. cit. ; Schoenborn Benedikt, *La mécontente apprivoisée*, op. cit. ; Badalassi Nicolas, *En finir avec la guerre froide*, op. cit.

32. Kramer Mark, Makko Arjo et Ruggenthaler Peter (dir.), *The Soviet Union and Cold War Neutrality and Nonalignment in Europe*, Washington DC, Lexington Books within Harvard's Cold War Studies Book Series, 2021 ; Blott Sandra, Hanhimäki Jussi, Schaufelbuehl Janick et Wyss Marco (dir.), *Neutrality and Neutralism in the Global Cold War*, Londres, Routledge, 2016 ; Mišković Nataša, Fischer-Tiné Harald et Boškovička Nada (dir.), *The Non-Aligned Movement and the Cold War. Delbi – Bandung – Belgrade*, Abingdon, Oxon, Routledge, 2014.

33. Andréani Jacques, *Le Piège. Helsinki et la chute du communisme*, Paris, Odile Jacob, 2005, p. 202-203.

34. Khalidi Rashid, *Sowing Crisis. The Cold War and American Dominance in the Middle East*, Boston, Beacon Press, 2009 ; Golan Galia, « The Soviet Union and the Cold War in the Middle East », in Nigel Ashton (dir.), *The Cold*

extérieure d'un pays du Sud, en l'occurrence, ici, des pays arabes et d'Israël? Quelle est la part de responsabilité des grandes puissances dans l'origine des guerres qui traversent la période?

Le recoupement de ces questionnements avec ceux relatifs à la maîtrise des armements et aux grandes négociations Est-Ouest auxquelles cet « *arms control* » donne lieu doit permettre de se faire une idée de la place que la France attribue au conventionnel et au nucléaire dans l'aire euro-méditerranéenne et donc de l'articulation qu'elle envisage entre forces locales et puissances globales. Cela signifie interroger le rôle de la France dans les conflits méditerranéens, l'importance de sa force de dissuasion dans la défense de la façade méridionale de l'Occident, son poids dans la compétition armée avec l'URSS et, finalement, sa capacité à distinguer les facteurs endogènes et exogènes des crises régionales.

Ce dernier point soulève un autre aspect essentiel : la mesure de la menace, l'évaluation de l'influence de Moscou et l'identification des acteurs supposent de disposer d'experts aptes à décortiquer les ressorts d'une situation donnée et à faire en sorte que leurs analyses aident à la prise de décision ou y participent directement. On rejoint là un chantier majeur de l'histoire des relations internationales, celui de la construction des expertises et de la circulation des experts. Notamment porté par la « Nouvelle Histoire diplomatique », son objectif est d'étudier les individus, les groupes et les réseaux de la diplomatie formelle et informelle, en privilégiant la méthode prosopographique et les apports de l'histoire culturelle³⁵. Si ce courant historiographique a fait de l'Europe et de l'Amérique ses principaux terrains d'analyse, le dynamisme des experts français dans les processus transfrontaliers européens en faveur de la sécurité coopérative et des droits humains d'une part et le poids des mouvements transnationaux – politiques, religieux et identitaires – dans la mosaïque méditerranéenne d'autre part invitent à mobiliser cette grille de lecture afin de dresser un panorama des artisans de la politique française de guerre froide sur le flanc sud. En comparant les profils, les expériences et les champs de spécialité, il devient alors possible de déterminer la propension de la France à mettre ses experts de l'Europe méridionale et du monde arabe au service des relations Est-Ouest et vice-versa, tout comme on peut jauger la capacité française à mesurer et à mettre en lien avec le système global de guerre froide la diversité des phénomènes transnationaux qui émergent en Méditerranée entre les années 1960 et 1980.

L'état des sources

Le ministère français des Affaires étrangères est, pour toute la période concernée, le principal pourvoyeur d'experts en questions Est-Ouest et méditerranéennes, d'où la place centrale qu'occupent les Archives diplomatiques dans ce travail de recoupement des approches historiographiques. Deux séries en particulier, Europe et Afrique du Nord – Proche-Orient, se révèlent indispensables. Elles contiennent des milliers de télégrammes, notes et dépêches consacrés aux relations des pays méditerranéens avec l'URSS : les livraisons d'armes et les circulations de coopérants, de militaires et d'étudiants y sont décrites avec force détails, de même que les visites diplomatiques, dont les

War in the Middle East, 1967-1973, Abingdon/New York, Routledge, 2007, p. 59-73; Ro'i Yaacov et MOROZOV Boris (dir.), *The Soviet Union and the June 1967 Six Day War*, Stanford, Stanford University Press, 2008.

35. Voir par exemple BADEL Laurence, *Diplomaties européennes, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Presses de Sciences po, 2021.

comptes rendus sont la plupart du temps livrés aux Français par les représentants des pays en question, qu'ils soient sud-européens, maghrébins ou proche-orientaux. Les volumes les plus fournis proviennent des ambassades de France situées dans les pays les plus engagés dans le mouvement des non-alignés, à savoir la Yougoslavie, l'Algérie, la Syrie, l'Égypte jusqu'en 1975, la Libye à partir de 1969, mais aussi Malte et Chypre. S'ajoutent à ces documents les nombreuses analyses faites par les directions d'Europe et d'Afrique du Nord-Levant ainsi que, à partir de 1973, celles fournies par le Centre d'analyse et de prévision (CAP).

Les deux séries en question renferment d'autre part un foisonnement de verbatims d'entretiens franco-soviétiques sur la sécurité et la coopération dans le bassin, ce qui donne une idée de l'importance de ce sujet dans les relations bilatérales. Il en va de même en ce qui concerne les conversations avec les diplomates des pays du pourtour méditerranéen et, bien sûr, avec le Département d'État américain. Notons également l'importance des archives issues des délégations françaises auprès de la CSCE et celles, situées à Prague, de la CSCE elle-même : de la rencontre d'Helsinki en 1972-1975 à la réunion de Venise en 1984, la conférence se veut le principal forum de discussion Est-Ouest et Nord-Sud sur la Méditerranée.

Les archives de l'Élysée constituent une autre source de premier plan en raison du rôle prééminent qu'occupe le chef de l'État dans la conduite des relations extérieures sous la V^e République. Étant donné le caractère particulièrement stratégique que revêt la Méditerranée pour les dirigeants français à l'heure de la guerre froide, du conflit israélo-arabe, des chocs pétroliers et de l'essor de la troisième mondialisation, les notes de synthèse produites par les conseillers diplomatiques du président ou transmises par le Quai d'Orsay sont extrêmement éclairantes sur les choix de Paris, tout comme le sont les verbatims des entretiens à haut niveau. Si, pour les quatre présidents de la République concernés, on a affaire à un classement géographiquement compartimenté qui oblige à opérer des choix en fonction des grands dossiers du moment, ce sont cependant les cartons consacrés aux relations avec les deux Grands qui se révèlent les plus instructifs sur les orientations françaises. Cela est particulièrement vrai pour les présidences Pompidou et Giscard d'Estaing, où les affaires méditerranéennes occupent une part importante des échanges diplomatiques avec Moscou et Washington. Il convient également de signaler la richesse des volumes portant sur les rapports avec les pays méditerranéens de l'OTAN, au premier rang desquels l'Italie et la Grèce.

Un troisième ensemble de sources provient du Service Historique de la Défense. À Vincennes, les archives de l'état-major des armées relevant de la série « relations internationales » éclairent notamment sur la coopération militaire franco-israélienne avant et après la guerre des Six Jours, ainsi que sur le rapprochement stratégique entre la France et l'Espagne à partir des années 1960. On ne peut par ailleurs saisir les enjeux de la guerre froide française en Méditerranée sans recourir au fonds toulonnais de la Marine, véritable mine d'or pour l'histoire des relations Est-Ouest dans le bassin. Y sont notamment consultables les dossiers relatifs aux exercices navals nationaux ou réalisés en coopération avec l'OTAN et la Sixième Flotte, et ce pour l'intégralité de la période. S'y trouve aussi la collection complète des Bulletins de renseignement, qui témoignent de la capacité du renseignement militaire français à suivre au jour le jour le mouvement des bâtiments soviétiques en Méditerranée et le processus de modernisation technologique de l'*Eskadra*.

Les documents de la CIA – numérisés et mis en ligne pour l’essentiel – et ceux du Département d’État – consultés au centre des Archives nationales américaines de College Park, dans le Maryland – s’avèrent, quant à eux, de précieux compléments pour évaluer l’importance de la France dans le système de défense occidental du flanc sud et le crédit que lui accordent les responsables politiques et militaires américains dans leur lutte globale contre l’URSS. Cela est particulièrement vrai pour la période faste de la coopération militaire franco-américaine dans la région, qui va des crises portugaise et chypriote de 1974 au retrait du Liban en 1984.

Quant aux sources provenant des pays du pacte de Varsovie, leur consultation est facilitée par l’immense travail de numérisation effectué par le Woodrow Wilson Center de Washington. Dans le cadre de son *Cold War International History Project*, le centre américain met à disposition des chercheurs une myriade de documents issus des anciens pays du bloc soviétique, notamment de Pologne, de Bulgarie et d’Allemagne de l’Est. Sur plusieurs dossiers majeurs de l’affrontement Est-Ouest dans l’aire euro-méditerranéenne, leur apport est capital. C’est en particulier le cas en ce qui concerne les relations de l’URSS avec les pays arabes pendant la guerre des Six Jours et pendant la guerre civile libanaise, mais aussi à propos du point de vue soviétique sur la politique française dans le bassin, particulièrement au début des années 1980. Les sources publiées permettent de compléter cette approche ; on citera notamment les témoignages de Youri Doubinine, d’Anatoly Dobrynine, de Nicolas Polianski et d’Evgueni Primakov³⁶, ainsi que, côté français, ceux d’Alain Peyrefitte, Michel Jobert, Alain Pierret, Valéry Giscard d’Estaing, Henri Froment-Meurice, Hubert Védrine et Jacques Attali³⁷. Ces derniers laissent entrevoir, souvent de manière détournée ou indirecte, la manière dont les décideurs de la V^e République ont su comprendre les aspects Est-Ouest des enjeux méditerranéens ou, à l’inverse, la dimension méditerranéenne de la guerre froide.

Ce qui suit

L’examen de l’ensemble de ces documents peut nous renseigner sur trois points décisifs : la doctrine française de guerre froide en Méditerranée, la temporalité à laquelle elle est soumise, les outils et acteurs qui en permettent la mise en œuvre.

Autrement dit, sur quels principes et sur quel équilibre la doctrine française repose-t-elle ? Comment la France parvient-elle à concilier solidarité atlantique, coopération avec l’URSS et soutien au non-alignement dans un espace aussi stratégique pour la sécurité de l’Occident ? De quelle manière la succession de crises que connaît l’espace euro-méditerranéen entre les années 1960 et les années 1980 structure-t-elle

36. DOUBININE Youri, *Moscou-Paris dans un tourbillon diplomatique. Témoignage d’ambassadeur*, Paris, Imaginaria, 2001 ; DOBRYNIN Anatoly, *In confidence*, New York, New York Times Books, 1995 ; POLIANSKI Nicolas, *Douze ans dans les services diplomatiques du Kremlin*, Paris, Belfond, 1984 ; PRIMAKOV Evgueni, *Russia and the Arabs. Behind the Scenes in the Middle East from the Cold War to the Present*, New York, Basic Books, 2009.

37. PEYREFITTE Alain, *C’était de Gaulle*, Paris, Gallimard, rééd. 2002 ; JOBERT Michel, *Mémoires d’avenir*, Paris, Grasset, 1974 ; JOBERT Michel, *L’autre regard*, Paris, Grasset, 1976 ; PIERRET Alain, *De la case africaine à la villa romaine. Un demi-siècle au service de l’État*, Paris, L’Harmattan, 2010 ; GISCARD D’ESTAING Valéry, *Le pouvoir et la vie*, Paris, Compagnie 12, 1991 ; FROMENT-MEURICE Henri, *Vu du quai. Mémoires 1945-1983*, Paris, Fayard, 1998 ; VÉDRINE Hubert, *Les mondes de François Mitterrand. À l’Élysée, 1981-1985*, Paris, Fayard, 1996 ; ATTALI Jacques, *Verbatim I*, Paris, Fayard, 1993.

la politique française dans le bassin ? Qui en sont les concepteurs et grâce à quels instruments est-elle appliquée ?

Ces questions seront abordées ici selon une progression chronologique divisée en six chapitres dont l'objectif est, pour chaque sous-période, de poser les fondements d'une réflexion plus large sur la manière de décentrer l'historiographie de la guerre froide de la France. Le choix de ne pas calquer les chapitres sur les mandats présidentiels mais sur les moments d'inflexion que sont les crises Est-Ouest et/ou proche-orientales vise à mettre en valeur la continuité des logiques et des acteurs par-delà les changements politiques, même si ceux-ci ne doivent pas être négligés pour autant.

Ainsi, alors que le premier chapitre sera consacré aux fondements gaulliens de la doctrine française de guerre froide en Méditerranée après la guerre d'Algérie et la crise des missiles de Cuba, il s'agira de montrer, dans un deuxième chapitre, comment la guerre des Six Jours et la répression du printemps de Prague ont fait de la France un point d'équilibre entre les non-alignés, l'URSS et les États-Unis. Le troisième chapitre interrogera la capacité de la diplomatie pompidolienne à répondre aux défis méditerranéens de la détente après la disparition de Nasser.

Quant au tournant des années 1973-1976, marquées par la guerre du Kippour, la crise chypriote et l'ébranlement de l'Europe méridionale, il fera l'objet d'un quatrième chapitre dans lequel nous verrons comment ces crises ont forgé un véritable modèle de coopération transatlantique dans le bassin. La mise à mal de ce modèle par l'érosion de la détente Est-Ouest et l'apparition de nouvelles menaces dans la deuxième moitié des années 1970 sera analysée dans le chapitre cinq.

Le sixième et dernier chapitre sera l'occasion de réévaluer les réponses françaises à la crise afghane en les resituant dans le contexte Nord-Sud ; il permettra aussi de voir comment l'intervention de la France pendant la guerre du Liban a pu contribuer à mettre un terme précoce à la guerre froide dans le bassin méditerranéen. La question libanaise constitue en effet l'un des fils rouges de la période en ce qu'elle joue un rôle clé dans l'élaboration de la politique Est-Ouest de la France dans la Grande Bleue. On le constate dès la fin des années 1950, au moment où le général de Gaulle revient au pouvoir : piqué au vif par les initiatives anglo-saxonnes à l'égard de ce pays en 1958, il décide de revoir les fondements de la posture française en Méditerranée. Ainsi débute un processus de transformation que la fin de la guerre d'Algérie va accélérer.